

Action Santé Outaouais
Rapport d'activités 2018-2019

Action Santé Outaouais (ASO) est un organisme communautaire régional à but non lucratif qui fait de la défense collective du droit à la santé. De façon continue, ASO:

- Réaffirme l'importance d'une vision sociale et équitable de la santé;
- Milite en faveur de la défense des droits socio-sanitaires et la bonification des services publics de santé;
- Suscite les débats autour des politiques et orientations des gouvernements et instances aux niveaux fédéral, provincial, régional et municipal.

Transition

- 2018-2019 a été une année de transition. Action Santé Outaouais a perdu son coordonnateur après cinq ans de service. Action Santé a finalement embauché une autre personne en mars 2019.
- L'absence de coordonnateur pendant plusieurs mois, et par conséquent la diminution des activités de l'organisme, expliquent l'excédent budgétaire inscrit pour l'année financière 2018-2019. Cet excédent sera utilisé en 2019-2020 afin de financer le nouveau plan d'action de l'organisme. La généreuse augmentation de la contribution du SACAIS sera en partie utilisée afin d'offrir des salaires plus compétitifs.
- Pendant cette période de transition, le conseil d'administration a pris les choses en main; d'abord en renforçant le Conseil. Quatre nouveaux administrateurs se sont joints à l'organisme. Un nouveau président a été nommé en septembre 2018 (Denis Marcheterre).
- Au cours des deux périodes pendant lesquelles nous avons cherché un nouvel employé, le président du C. A. a assuré l'intérim de façon bénévole (administration, comptabilité, coordination des activités en cours, coordination du conseil d'administration). Cette transition a permis de regrouper le C. A. et d'insuffler une énergie nouvelle à l'organisme. Action Santé entend maintenant mettre l'accent sur la revendication proactive plutôt que réactive; et l'utilisation des fonds publics de façon toujours plus stratégique et transparente.

Événements

- Conférence à propos de la conception et mise en œuvre de campagnes communautaires de revendications, visant les organismes communautaires de la région, organisée en collaboration avec le Collège universitaire dominicain, Ottawa, avril 2018, 15 participants.
- Conférence sur la légalisation du cannabis, septembre et octobre 2018, visant à démystifier la nouvelle loi, puis les droits et les responsabilités des citoyens; 12 participants en septembre, 22 en octobre.

- Conférence visant les proches aidants, novembre et décembre 2018; discussion sur leur réalité, leurs difficultés et leurs droits; 22 participants en novembre, 25 en décembre.
- Une conférence sur les soins à domicile a dû être annulée en décembre, la conférencière s'étant portée malade.
- L'événement phare de l'année a été le colloque d'une journée sur l'aide médicale à mourir présenté en février 2019, en partie financé par Justice Québec. Une journée pendant laquelle Action Santé a offerts les renseignements nécessaires afin que les participants puissent mieux comprendre la loi en vigueur, et expliquer les droits et les responsabilités des citoyens. Plus de soixante personnes ont participé à ce colloque, des patients, proches-aidants et des professionnels de la santé. Trois conférenciers se sont associés à l'évènement : Jean-Pierre Ménard, avocat spécialisé en droit médical, Yvon Bureau travailleur social qui a œuvré à faire avancer la législation pendant plus de 30 ans; et Brigitte Gravelle, infirmière en soins palliatifs.

Partenariats

Action Santé Outaouais a développé trois nouveaux partenariats en 2018-2019, qui nous permettent d'élargir nos activités en Outaouais rural:

- Un partenariat avec le Comité santé de la Petite Nation (défense des droits à l'accès aux soins de santé). Comité avec lequel nous avons préparé, comme premier projet conjoint, un sondage destiné à mieux connaître les besoins de la population de la région en matière de services de santé. Ce sondage sera utilisé à l'automne 2019.
- Nous travaillons maintenant avec le Comité régional 3ième âge de la Petite Nation (CR3A) pour la préparation d'une série d'évènements, dont une conférence sur l'aide médicale à mourir en septembre 2019.
- Nous sommes à élaborer deux projets d'éducation populaire (santé et sécurité alimentaire) avec la Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais.
- Nous travaillons de façon étroite avec Équité Outaouais, un regroupement de citoyens qui œuvrent pour la promotion des droits en matière de santé, d'éducation et de culture dans la région). Pour notre part, nous couvrons les revendications à propos du sous-financement chronique des services de santé en Outaouais.
- Enfin, nous appuyons depuis plusieurs années le travail de la TROVEPO, un regroupement d'organismes communautaires qui fait la promotion de la défense collective des droits.

Revendications

- Une dizaine d'entrevues ont été accordées au cours de l'année par les membres du conseil d'administration, tant dans les journaux qu'à la radio et la télévision régionale, en réaction à l'actualité en matière de santé : réaction au rapport de Protecteur du citoyen; absence de chirurgien à Maniwaki; qualité des soins aux urgences des hôpitaux de Hull et de Gatineau.
- Action Santé a présenté un mémoire dans le cadre des consultations du Centre intégré des services sociaux et de santé de l'Outaouais (mai 2019).
- Une rencontre a aussi eu lieu avec les députés régionaux de la CAQ, pendant laquelle nous avons discuté de la réalité régionale dans le secteur de la santé. Une rencontre constructive et appréciée de part et d'autre (mai 2019).

Les enjeux abordés lors des activités de revendication ont été :

- l'assurance-médicaments publique et universelle
- l'élargissement de la couverture publique des soins dentaires
- l'engorgement des urgences aux hôpitaux de Hull et de Gatineau
- le sous-financement chronique du système de santé en Outaouais
- les heures supplémentaires imposées au personnel soignant
- la pénurie de personnel, qui bloque l'accès aux lits d'hôpitaux dans la région
- l'urgence de renforcer les services sociaux de première ligne
- le droit à la santé pour les personnes à risque ou en situation d'itinérance
- le lavage des mains en milieu hospitalier
- le besoin d'une stratégie nationale des soins aux aînés
- le rôle du gouvernement fédéral : fournir le financement et les normes nationales pour assurer la qualité des soins pour tous.